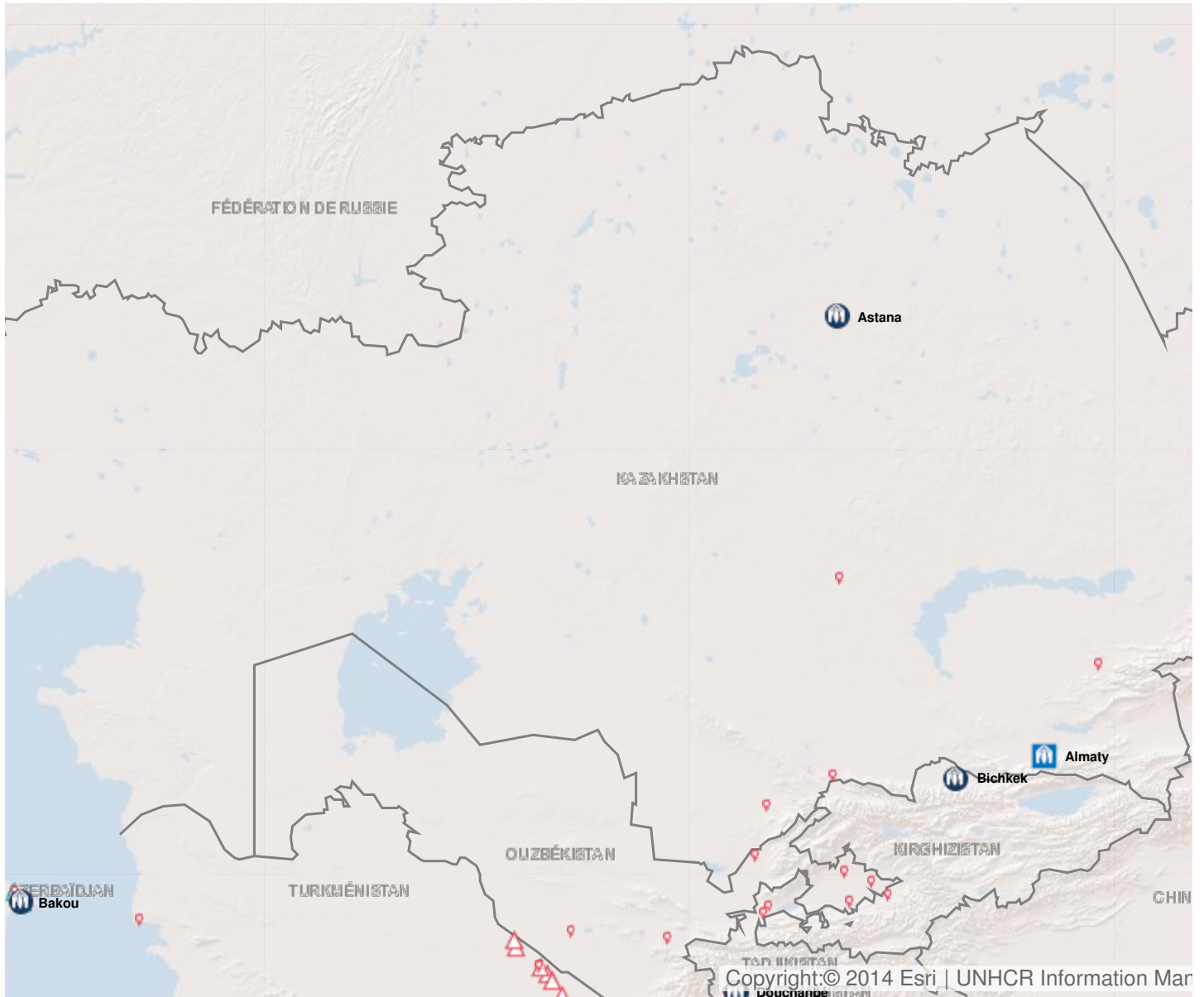


Opération: Kazakhstan – Bureau régional



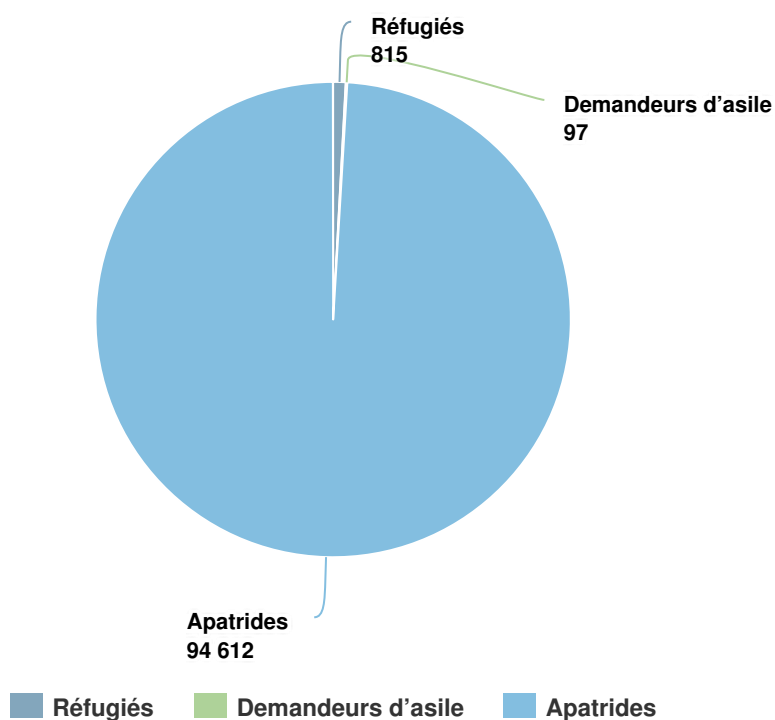
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 1% EN 2015

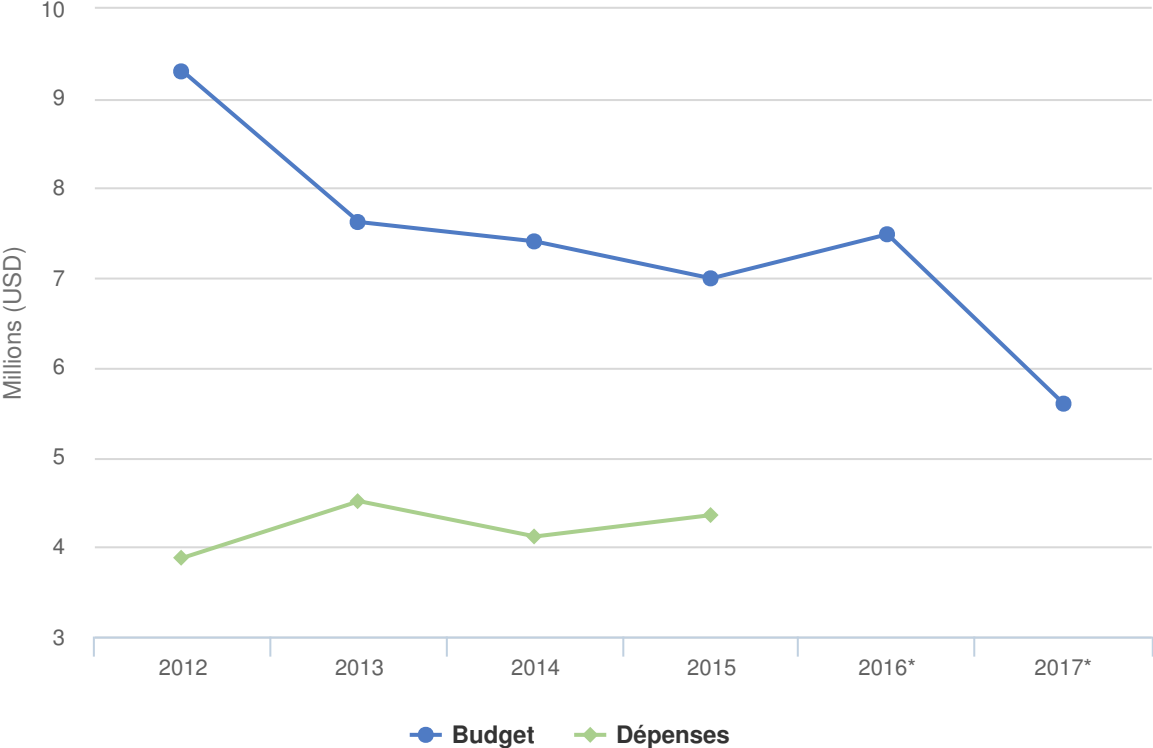
2015 95,524

2014 94,592

2013 11,419



Budgets et Dépenses - Kazakhstan – Bureau régional



Chiffres clés pour 2017

- 70 % des personnes recensées comme étant apatrides obtiendront soit la nationalité soit une confirmation de l'état d'apatride
- 1 500 personnes relevant du mandat du HCR recevront une aide juridique pour régulariser leur situation en matière de nationalité ou de documents
- 200 familles de réfugiés présentant une vulnérabilité avérée recevront des subventions multi-usages en espèces
- 18 interventions de défense seront lancées pour veiller à la qualité des procédures de détermination du statut de réfugié (DSR) du gouvernement
- 5 interventions de défense seront lancées pour obtenir un accès garanti aux droits socio-économiques
- 4 visites d'observation des frontières seront effectuées et consignées pour assurer l'accès au territoire aux personnes relevant du mandat du HCR

Environnement opérationnel

Tout comme d'autres pays d'Asie centrale, le Kazakhstan a été touché par l'instabilité économique résultant des sanctions imposées à la Russie en 2014 et de la baisse des prix du pétrole. La chute du taux de change du Rouble russe a obligé le Kazakhstan à dévaluer sa monnaie de 19 pour cent.

Aucun changement majeur n'est attendu en ce qui concerne la situation politique et la sûreté. Le contexte économique actuel pourrait toutefois impliquer des besoins accrus pour la population relevant du mandat du HCR.

Les améliorations considérables de la gestion gouvernementale des DSR ont permis au HCR de se désengager de cette responsabilité. Pour 2017, le HCR s'attend à terminer le travail préparatoire nécessaire pour la révision par le gouvernement de la loi pour les réfugiés. Un groupe de travail a été constitué pour amender la législation nationale sur la citoyenneté.

Depuis 2015, au Kazakhstan, les réfugiés et les demandeurs d'asile ont libre accès aux soins de santé primaires au même titre que les ressortissants du pays.

Priorités clés

En 2017, l'activité du HCR au Kazakhstan se concentrera sur l'engagement en faveur de :

- la mise en place par l'État d'un mécanisme d'orientation pour les demandeurs d'asile qui arrivent à la frontière ;
- le renforcement des capacités des autorités nationales et des juges traitant les dossiers des demandeurs d'asile, des réfugiés et des apatrides ; et
- l'amendement de la législation nationale, de telle sorte que les réfugiés reconnus puissent obtenir un droit de résidence permanente ou encore un statut juridique associés à certains droits, y compris des permis de travail.

Des fonds supplémentaires seraient nécessaires pour couvrir le coût des médicaments essentiels, de la formation en soins de santé, des traitements médicaux et d'interventions chirurgicales essentielles pour sauver des vies. Des financements supplémentaires sont nécessaires pour les allocations en espèces destinées aux réfugiés vulnérables, en particulier suite à la récente dévaluation de la monnaie au Kazakhstan.
